

Relations industrielles Industrial Relations



Canadian Society : Sociological Perspectives. Edited by Bernard R. Blishen, Frank E. Jones, Kaspar D. Naegle and John Porter. The Macmillan Company of Canada Limited, Toronto, 1961, 622 pp.

Gérard Dion

Volume 18, numéro 2, avril 1963

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1021443ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1021443ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dion, G. (1963). Compte rendu de [*Canadian Society : Sociological Perspectives*. Edited by Bernard R. Blishen, Frank E. Jones, Kaspar D. Naegle and John Porter. The Macmillan Company of Canada Limited, Toronto, 1961, 622 pp.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 18(2), 285–285.
<https://doi.org/10.7202/1021443ar>

Canadian Society: Sociological Perspectives. Edited by Bernard R. Blishen, Frank E. Jones, Kaspar D. Naegle and John Porter. The Macmillan Company of Canada Limited, Toronto, 1961, 622 pp.

Cet ouvrage est une anthologie de trente-six articles portant sur la sociologie du Canada. Les sujets suivants sont abordés : population, sociologie familiale, sociologie du travail, autorité et comportement politique, traditions et institutions religieuses, stratification sociale, changements culturels, désintégration sociale.

Chacune des sections est précédée d'une introduction et suivie d'une courte bibliographie.

On rencontre le nom des meilleurs sociologues canadiens. Par le choix judicieux des études, on aura une bonne idée des problèmes sociaux du Canada et de la recherche qui a été effectuée dans ce domaine. Il est regrettable que certains travaux soient déjà vieillissés, mais il valait quand même la peine de les mettre à la disposition des étudiants en sociologie.

Le lecteur intéressé aux problèmes des relations du travail tirera profit de la quatrième et de la septième partie de l'ouvrage qui sont consacrées au travail et la stratification sociale. Nous soulignons particulièrement les études suivantes : La pratique de la médecine à Montréal (Jacques Brazeau) ; Le contrôle démocratique dans un syndicat ouvrier (Herbert A. Shepard) ; Les Canadiens français et les Canadiens anglais dans la hiérarchie industrielle du Québec (Everett C. Hughes) ; La mobilité occupationnelle entre les générations dans le Québec (Yves de Jocas et Guy Rocher) ; L'élite économique et la structure sociale au Canada (John Porter) ; et aussi Les femmes mariées qui travaillent : situation au foyer (Ministère fédéral du travail).

Cette anthologie a le mérite de mettre à la portée du grand public des travaux de recherches qui lui étaient jusqu'ici inaccessibles parce que publiés dans des revues spécialisées.

GÉRARD DION

Trade Union Growth, Structure and Policy — A Comparative Study of the Cotton Unions in England, par H.A. Turner, George Allen and Unwin Ltd., 1962. Publié au Canada par Toronto University Press, Toronto, Canada, 413 pp.

Voici un ouvrage qui, pour être axé sur un certain groupe d'associations ouvrières bien déterminées ; les « unions » du textile britanniques, n'en apporte pas moins une contribution d'importance à la théorie syndicale moderne et à l'étude des relations industrielles en général.

Ce que l'auteur, professeur de Relations industrielles à l'Université de Leeds, en Angleterre, s'applique à faire ressortir dans son étude, c'est que les problèmes de structures et de fonctions des syndicats sont encore les deux grands thèmes de l'étude du syndicalisme, bien que l'histoire ait évoluée et que les dimensions de ces problèmes ne soient plus les mêmes.

Que les syndicats aient, par leurs revendications, réussi à promouvoir une meilleure répartition des revenus dans les économies nationales où elles ont eu quelque influence, et jusqu'à quel point ils l'ont réussi, sont des questions encore ouvertes à la discussion. Il est cependant indéniable que de par leur action au cours des années de luttes qu'ils ont soutenu en ce sens, une nouvelle société est née : celle du « welfare state » et de l'économie au moins « guidée » par les pouvoirs publics, ce qu'on peut appeler dans l'ordre des faits, une économie « mixte ».

Mais alors que les syndicats, de par leurs structures et leurs politiques traditionnelles ont fait de la revendication parcellaire et opportuniste, il apparaît maintenant qu'ils doivent s'adapter à la nouvelle société économique qu'ils ont contribué à instaurer. Ils doivent ajuster leurs structures et leurs politiques à cette nouvelle réalité d'une économie encore largement tributaire de l'entreprise privée, certes, mais de plus en plus sujette au contrôle social par le truchement de l'Etat.

Voilà, selon l'auteur, le dilemme fondamental confrontant le mouvement syndical présentement. Délaisser l'action égoïste et immédiate pour embrasser des vues plus globales et orientées vers les grands objectifs de l'économie planifiée.